

Document

La BCE en campagne pour une Union bancaire en zone euro

(AFP)

12 juin 2012

Deux représentants de la Banque centrale européenne (BCE) ont plaidé mardi en faveur de la mise en place d'une Union bancaire en zone euro, synonyme de fonds géant de garantie des dépôts, à laquelle l'Allemagne est réticente.

Le vice-président de l'institution, Vitor Constancio, a ainsi jugé mardi qu'une union budgétaire n'était pas un préalable nécessaire à une union bancaire, ce qui est l'avis de Berlin.

"Je ne partage pas l'opinion selon laquelle une union budgétaire est d'abord nécessaire", a-t-il dit, jugeant qu'un futur fonds européen de résolution de crise bancaire ou un fonds de garantie des dépôts, qui inquiètent Berlin, seraient en grande partie financés par les banques elles-mêmes et non par les capitaux publics.

Responsables politiques et monétaires allemands estiment qu'une union bancaire, qui signifierait un partage des risques financiers entre les pays membres, est prématurée et réclament d'abord la mise en place d'une union budgétaire qui permettra un contrôle européen des finances de chacun.

"Je ne dis pas que c'est (l'union bancaire, ndlr) à portée de main mais je ne pense pas qu'on ait besoin d'attendre une union budgétaire", a ajouté M. Constancio, selon qui la BCE pourrait assumer le rôle de superviseur bancaire européen.

"La BCE et l'Eurosystème (soit les 17 banques centrales de la zone euro, ndlr) sont préparés", a-t-il dit, rappelant que le Traité européen prévoit que ces compétences puissent leur être attribuées et qu'en outre 14 banques centrales comptent déjà un organe de supervision bancaire.

"Il n'y aurait donc pas besoin de "créer une nouvelle institution", a ajouté M. Constancio.

Sur le même ton, le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer, a lui plaidé pour que la BCE et les banques centrales deviennent la "colonne vertébrale" de cette Union bancaire dont rêvent nombre de responsables européens.

"C'est une autre des leçons de la crise: il y a de nombreux avantages à conserver la supervision bancaire près de la banque centrale", a relevé M. Noyer dans une tribune que publie mardi le Wall Street Journal.

La Grande-Bretagne revient à ce principe et, aux Etats-Unis, la banque fédérale de réserve (Fed) est désormais chargée de la supervision des établissements "systémiques" (dont une défaillance pourrait avoir des répercussions en chaîne sur l'ensemble de la finance mondiale), a-t-il noté.

"La BCE et les 17 banques centrales nationales de l'Eurosystème doivent de même avoir le pouvoir de suivre et de superviser les institutions avec une présence ou des activités significatives hors de leurs frontières", a fait valoir M. Noyer, alors que certaines voix plaident au contraire sur un renforcement du rôle de l'Autorité européenne des banques (EBA).

M. Noyer a par ailleurs souligné qu'une véritable union bancaire devait s'étendre à toutes les banques, quelle que soit leur taille.

Le gouverneur de la Banque de France a souligné que la création d'une autorité unifiée de supervision était la "condition préalable" à la mise en place d'un fonds unique de garantie des dépôts bancaires.

Selon lui, un tel fonds aurait un "pouvoir de feu massif", dans la mesure où il recevrait le produit d'une taxe versée par toutes les banques et où il pourrait emprunter sur les marchés.